16 septembre 2026

Cour de cassation

Pourvoi n° 25-18.338

Chambre sociale - Formation restreinte RNSM/NA

ECLI:FR:CCASS:2026:SO10648

Texte de la **décision**

Entête

SOC.

HE1

COUR DE CASSATION

_____

Arrêt du 16 septembre 2026

Rejet non spécialement motivé

Mme CAPITAINE, conseillère doyenne
faisant fonction de présidente

Arrêt n° 10648 F

Pourvoi n° Z 25-18.338

Aide juridictionnelle partielle en demande
au profit de Mme [U].
Admission du bureau d'aide juridictionnelle
près la Cour de cassation

en date du 19 juin 2025.

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

_____

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

_____

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE SOCIALE, DU 16 SEPTEMBRE 2026

Mme [Y] [U], épouse [T], domiciliée [Adresse 1], a formé le pourvoi n° Z 25-18.338 contre le jugement rendu le 25 septembre 2024 par le conseil de prud'hommes de Melun (section activités diverses), dans le litige l'opposant :

1°/ à la Fondation Perce neige, venant aux droits de l'Association pour la rééducation et l'insertion des autistes, dont le siège est [Adresse 2],

2°/ à France travail, dont le siège est [Adresse 3],

défendeurs à la cassation.

Le dossier a été communiqué au procureur général.

Sur le rapport de Mme Filliol, conseillère, les observations écrites de la SCP Boutet et Hourdeaux, avocat de Mme [U], de la SCP Célice, Texidor, Périer, avocat de la Fondation Perce neige, après débats en l'audience publique du 30 juin 2026 où étaient présentes Mme Capitaine, conseillère doyenne faisant fonction de présidente, Mme Filliol, conseillère rapporteure, Mme Lacquemant, conseillère, et Mme Pontonnier, greffière de chambre,

la chambre sociale de la Cour de cassation, composée de la présidente et des conseillères précitées, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu le présent arrêt.

Motivation

1. Il est donné acte à Mme [U], du désistement de son pourvoi en ce qu'il est dirigé contre France travail.

2. Le moyen de cassation, qui est invoqué à l'encontre de la décision attaquée, n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation.

3. En application de l'article 1014, alinéa 1er, du code de procédure civile, il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur ce pourvoi qui n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation.

Dispositif

PAR CES MOTIFS, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne Mme [U], épouse [T], aux dépens ;

En application de l'article 700 du code de procédure civile, rejette la demande ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, chambre sociale, prononcé publiquement et signé par Mme Capitaine, conseillère doyenne faisant fonction de présidente, Mme Filliol, conseillère rapporteure, et Mme Dumont, greffière de chambre présente lors de la mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour le seize septembre deux mille vingt-six, les parties ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

Décision **attaquée**

Conseil de prud'hommes de melun
25 septembre 2024 (n°23/00605)

Les **dates clés**

- Cour de cassation SOC 16-09-2026
- Conseil de prud'hommes de Melun 25-09-2024